

08/03/2016 : Journée internationale de la femme: le Groupe PPE présente des mesures concrètes pour défendre les droits des femmes – Manfred Weber (PPE, De), Constance Le Grip (PPE, Fr), Barbara Matera (PPE, It)

« Lutter contre le plafond de verre qui empêche les femmes d'évoluer dans leur carrière, réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes (qui est toujours de 16,4%), encourager l'entrepreneuriat féminin... Améliorer la situation économique des femmes est, plus que jamais, au centre des priorités du Groupe PPE », a déclaré Manfred Weber (PPE, De), président du Groupe PPE au Parlement européen, à l'occasion de la Journée internationale de la femme le 8 mars.

« Un cadre législatif et des outils existent déjà pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes. Ils doivent être respectés et utilisés. Pour ce faire, nous soutenons la feuille de route de la Commission qui cible les défis auxquels doivent faire face les familles pour concilier la vie professionnelle et la vie privée », a-t-il ajouté.

« Outre la situation économique, nous ne pouvons pas ignorer la crise migratoire actuelle et la condition des femmes et des enfants réfugiés. Leur protection sur le sol européen est essentielle pour le Groupe PPE qui, depuis le début de la crise des migrants, se mobilise pour présenter des mesures concrètes et réalistes », a déclaré Constance Le Grip (PPE, Fr), coordinatrice pour le Groupe PPE en commission des Droits de la femme. Pour défendre ses convictions, le Groupe PPE a rédigé une résolution alternative sur « la situation des femmes réfugiées et demandeuses d'asile en UE. »

« Parmi nos différentes propositions, il nous semble essentiel qu'à travers une politique migratoire intégrée, digne et responsable, les femmes puissent bénéficier d'une aide spécifique pendant la procédure de demande d'asile. De plus, nous pensons que les centres d'accueil pour réfugiés doivent être adaptés pour respecter le droit des femmes à leur intimité et qu'une aide médicale adéquate doit être accordée aux femmes enceintes », a expliqué Barbara Matera (PPE, It), rapporteur pour le Groupe PPE sur cette résolution.

« La lutte contre les passeurs, dont certains abusent sexuellement des femmes en guise de paiement, est également notre priorité. Le Groupe PPE appelle une nouvelle fois les institutions européennes et les États membres à prendre, dans le respect de leurs compétences, des mesures fortes pour lutter contre toutes les formes de trafics d'êtres humains, et leur enjoint de signer la convention d'Istanbul sur le sujet », ont conclu Manfred Weber, Constance Le Grip et Barbara Matera.